

# Le développement économique

Le développement économique est un enjeu fort et central des compétences de la Région. Il répond au besoin d'emplois et de prospérité de nos territoires. Il a un impact sur l'environnement, la production de richesses, et la redistribution qui en est faite. Il peut également avoir un impact négatif sur notre environnement, lorsqu'il est centré sur des activités polluantes, à rebours des enjeux climatiques qui se posent à nous.

Le bilan de l'équipe Muselier sur le développement économique n'est pas bon. **La crise sanitaire actuelle et ses conséquences économiques démontrent que la spécialisation de certains de nos territoires sur le seul tourisme, abandonnant les autres activités, est un non sens et affaibli notre économie et l'emploi dans notre Région.**

**En parallèle, notre industrie souffre. L'économie ne peut être uniquement une économie de services. Le tourisme et le numérique ne peuvent à eux seuls constituer une alternative à un développement économique diversifié.**

## Pour une réindustrialisation «verte» au service de l'emploi et de la transition écologique

La désindustrialisation est un facteur d'affaiblissement de la France et de notre région. Elle fait peser sur nous de graves dangers, comme nous avons pu le voir pendant la crise sanitaire sur la production de masques et de protections, ou encore dans le secteur de la Santé et des biotechnologies (production de vaccins, ...). Nous ne pouvons nous satisfaire d'un déclin de notre industrie et de notre indépendance.

La priorité des prochaines années, en terme de développement économique régional, doit donc être tournée vers la réindustrialisation et la transformation écologique de notre industrie existante, pour la moderniser et la rendre compétitive dans un monde en transition.

Eco-socialistes, nous pensons que l'économie doit être au service de l'emploi et de la transition écologique. Nous sommes sensibles :

- A la volonté de relocalisation, à l'aide de procédés industriels «propres», tenant compte de règles environnementales protectrices de la planète
- A la volonté d'améliorer les impacts environnementaux des industries existantes par l'investissement, tout en renforçant la compétitivité de nos industries et en axant la commande publique sur nos entreprises locales et vertueuses
- A la volonté d'innovation pour transformer l'industrie vers des filières de productions décarbonées, basées sur des énergies renouvelables, intégrant le cycle de vie des produits et les démarches d'économie circulaire et pour fabriquer des produits à faible impact environnemental
- A la volonté de déployer des filières de pointe, dans la Santé par exemple mais aussi la filière hydrogène (production d'hydrogène vert, fabrication des piles à combustible, fabrication des électrolyseurs) sans oublier le numérique qui est un secteur transverse puisque l'on retrouve ses applications dans les différentes filières

## Une planification économique et écologique au service de l'industrie du futur et des TPE/PME/ETI régionales

Une politique de développement économique ne peut se mener qu'avec une vision claire des enjeux qui se posent à nous. De par sa compétence sur le sujet, **la Région a une responsabilité dans la planification économique tenant compte des contraintes écologiques.**

A la Gauche Républicaine et Socialiste, nous souhaitons proposer pour la Région :

- Une vision globale, sectorisée et territoriale de l'économie (bassins d'activités, ...) afin d'avoir une vision prospective des acteurs à solliciter et d'intégrer les **notions de plateforme et d'économie circulaire**. Cette vision devra garantir la **résilience de nos différents territoires**, en évitant les situations de mono-activité destructrices (lorsque cette mono-activité disparaît) comme nous pouvons le voir aujourd'hui pour les territoires dépendant uniquement du tourisme de masse.
- Le développement des pôles d'innovation et un soutien accru à la Recherche fondamentale et appliquée (laboratoires, pilotes, démonstrateurs industriels) pour **garder un temps d'avance et accroître la performance** de nos entreprises. La Recherche en Santé est notamment primordiale
- Une maîtrise foncière de notre territoire pour accueillir de nouvelles activités tout en protégeant la biodiversité et les espaces naturels. **Réindustrialiser nécessite des solutions «clefs en main»** pour attirer les investissements dans notre Région
- Une visibilité accrue de notre territoire, via l'agence Rising Sud, mettant en exergue cette **vision claire d'un développement économique planifié et au service de l'emploi** et de la transition écologique
- **Un soutien sans faille au développement des TPE, PME et ETI régionales**, qui font la solidité de notre tissu économique en maintenant l'activité sur le territoire, avec des actionnaires locaux

### Capital public, capital salarié et Economie Sociale et Solidaire : pour une économie ancrée sur le territoire et au service de l'intérêt général

Dans toute entreprise, la maîtrise du capital est un sujet essentiel pour maintenir une stratégie au service de l'intérêt collectif, pour l'emploi ou le territoire.

Sans fermer la porte (au contraire) à des investisseurs extérieurs, **la question du capital public est essentielle : les aides aux entreprises ne peuvent se faire sans contrepartie en termes d'emploi et de pérennité.** Nous pensons que la Région à travers son entrée au capital de fonds d'investissement ou à travers ses propres fonds (Région Sud Investissement ...), doit accentuer sa prise de participation dans les entreprises régionales pour une économie au service de l'emploi et de la transition écologique. Le soutien aux entreprises ne peut être un blanc seing pour des stratégies de captation d'aides publiques régionales précédant des délocalisations.

Dans le même esprit, **le capital salarié et la démocratie dans l'entreprise sont des gages de stratégies d'entreprise conciliant croissance économique, emploi non délocalisable, et prise en compte des intérêts des habitants**, notamment en terme de qualité de vie. La Région doit soutenir plus fortement les entreprises coopératives, par des actions d'investissement spécifique et en soutenant la capitalisation du fonds d'investissement PARGEST dédié aux SCOP et aux SCIC.

Enfin, une part importante de la solidarité et de l'emploi sur notre territoire dépend des entreprises de **l'Economie Sociale et Solidaire** (associations, coopératives, mutuelles ...). Ce pan de l'économie, là encore non délocalisable, répond à nombre d'enjeux sociaux et environnementaux de la vie quotidienne. L'ESS constitue un véritable vivier de performance économique et de solidarité qui doit être renforcé.

## Vers une « Région Zéro Chômeurs », garante de l'emploi et de la sécurisation des parcours professionnels

A la GRS, nous « prenons le parti du travail ». En parallèle de nos efforts pour aller vers une réindustrialisation de notre territoire et une définanciarisation de notre économie (par la planification économique et le capital public et salarié), notre proposition politique doit faire la part belle à l'ambition d'une « Région Zéro Chômeur », garante de l'emploi.

Nombre de missions, potentiellement utiles à notre société, ne sont pas couvertes par le secteur privé lucratif faute de compétitivité. Elles pourraient néanmoins être un levier d'insertion pour les personnes durablement privées d'emploi et relever d'un caractère d'utilité sociale et environnementale. On peut citer par exemple des activités liées à l'aide aux personnes âgées ou personnes vulnérables, à certains pans de l'économie circulaire, etc...

L'initiative «Territoires Zéro Chômeurs Longue Durée», popularisée par l'association ATD Quart Monde et expérimentée sur plusieurs territoires en France, a démontré une efficacité pour favoriser un retour durable à l'emploi de personnes qui en étaient éloignées.

**Nous souhaitons que la Région s'appuie, en lien avec les départements en charge des politiques sociales, sur ces expérimentations pour mettre en place une « Garantie de l'emploi en dernier ressort »** sur l'ensemble du territoire régional, avec un réseau d' « Entreprises à But d'Emploi » offrant des débouchés pour l'insertion sociale de demandeurs d'emploi de longue durée.

A travers sa politique de formation, la Région a également la mission de **proposer une sécurisation des parcours professionnels des salariés du territoire**. La flexibilisation du travail, à travers les réformes successives du Droit du Travail que nous combattons, engendre une part croissante d'incertitude et d' « accidents de parcours » professionnels. La planification des actions de formation doit se tourner résolument vers un soutien aux reconversions professionnelles et à l'accès à l'emploi. Chaque Plan Social doit être accompagné (et en premier lieu, si possible, évité par une mobilisation au côté des salariés et de leurs syndicats) pour garantir à chacune et chacun une reconversion dans un secteur porteur en terme d'emploi. La diversification des activités économiques et la réindustrialisation « verte » de notre territoire devant créer de nouvelles opportunités pour tous les niveaux de qualification.

**Adhèresz à la GRS PACA, contactez nous et contribuez à nos travaux et actions :**

Pour savoir qui nous sommes : <https://g-r-s.fr> - Pour adhérer : <https://g-r-s.fr/adhesion-2/>

Pour nous contacter : [grs.paca@gmail.com](mailto:grs.paca@gmail.com)